L'Amérique latine à l'heure de l'intégration des marchés des capitaux ?

Latin America at a Time of Capital Market Integration?

Jean-Paul Calero

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6099>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.6099](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6099)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Jean-Paul Calero, « L'Amérique latine à l'heure de l'intégration des marchés des capitaux ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2014, mis en ligne le 01 mars 2014, consulté le 22 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6099> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.6099>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

L'Amérique latine à l'heure de l'intégration des marchés des capitaux ?

Jean-Paul Calero

Chercheur associé au CEFM

Le Marché intégré latino-américain pourrait déboucher sur une expérience inédite d'intégration des capitaux

L'intégration régionale latino-américaine souffre d'un essoufflement des projets collectifs. D'un côté, certains pays latino-américains sont attirés par une approche bilatérale des négociations commerciales orientées vers les États-Unis et l'Asie (Mexique, Amérique centrale, Pérou, Chili, Colombie). De l'autre, on assiste à la montée d'alliances avec des objectifs très spécifiques. Qu'ils visent une logique coopérative axée sur le troc de ressources médicales contre du pétrole (ALBA) ou encore la mise en place de projets d'infrastructures de transport, d'agriculture et de sécurité régionale (UNASUR), ces ententes ont toutes, en fin de compte, des ambitions limitées en termes économiques.

C'est dans ce contexte qu'est lancé le MILA (*Marché intégré latino-américain*) en mai 2011. Fusion des bourses de Lima, Bogota et Santiago, ce nouvel ensemble financier devrait accepter l'adhésion de la bourse de Mexico prévue pour le courant de l'année 2014. Dans un contexte international de fusion-acquisition des places boursières, l'initiative latino-américaine répond clairement à une dynamique de marché. Les pays de la région souffrent depuis longtemps d'un sous-développement de leur marché des capitaux.

D'abord à cause de la faiblesse de leurs économies, mais aussi parce que les entreprises locales préfèrent directement s'en remettre aux grandes places boursières américaines pour chercher du financement. Ces regroupements pourraient pourtant devenir le pilier d'un renouvellement du dialogue régional au niveau des accords sur l'investissement dans la région.

Les États concernés ne sont évidemment pas en reste. D'abord, parce que la réglementation financière joue un rôle clef dans ce type de regroupement et demande, par incidence, une importante coordination des organismes de réglementation de chaque pays. Ensuite, parce que cette dynamique s'opère au sein de pays partageant un alignement idéologique commun. Enfin, parce que le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique ont, depuis 2011, lancé l'*Alliance du Pacifique* avec comme objectifs de favoriser l'intégration des marchés des capitaux et du commerce et de coordonner leurs positions en vue des négociations commerciales du *Partenariat transpacifique* (TPP) devant regrouper des pays d'Asie et des Amériques.

Il va sans dire que le MILA a devant lui autant de défis économiques, technologiques que réglementaires. Pourtant, cette initiative pourrait déboucher

sur une expérience inédite d'intégration des capitaux qui, si elle aboutit, dotera ses États membres d'une place boursière d'importance internationale tout en ouvrant d'autres champs de coopération liés à des domaines comme la réglementation des marchés des capitaux, la concurrence, la fiscalité ou même les normes comptables. Enfin, elle permettra de renforcer le tandem coopération/compétition entre les milieux financiers latino-américains tout en favorisant une meilleure compréhension de leurs marchés respectifs. Tout ceci ne pourra qu'être bénéfique au renforcement des flux d'investissement intra régionaux.